

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/339
1er février 1983
FRANCAIS
Original : RUSSE

LETTRE DATEE DU 28 JANVIER 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU COMITE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE, TRANSMETTANT UNE DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE AU SUJET DES RESULTATS DE LA REUNION DU COMITE POLITIQUE CONSULTATIF DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE, QUI S'EST TENUE A PRAGUE LES 4 ET 5 JANVIER 1983

J'ai l'honneur de vous transmettre une déclaration du Gouvernement de la République populaire mongole au sujet des résultats de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, qui s'est tenue à Prague les 4 et 5 janvier 1983.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer cette déclaration comme document officiel du Comité du désarmement.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent :
(Signé) Dugersurengiin ERDEMBILEG

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE

Les résultats de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties du Traité de Varsovie, qui s'est tenue à Prague les 4 et 5 janvier 1983, ont été accueillis avec une profonde satisfaction dans la République populaire mongole.

La réunion du forum supérieur des Etats parties au Traité de Varsovie est devenue un événement de grande portée internationale. Oeuvrant de concert, les dirigeants des pays socialistes frères d'Europe ont procédé à une analyse approfondie et complète de la situation actuelle dans le monde et ils ont adopté à l'unanimité une Déclaration politique, qui définit un programme concret pour surmonter la dangereuse détérioration actuelle des relations internationales et pour préserver et consolider la paix mondiale et la sécurité. Les nombreuses propositions formulées dans cet important document politique sont imprégnées d'une foi inébranlable dans la raison de l'homme et d'une profonde préoccupation au sujet du bien-être et de l'avenir pacifique des peuples. Elles représentent un moyen efficace d'éviter une catastrophe thermonucléaire qui menace l'existence et la civilisation de l'humanité.

La réunion du Comité politique consultatif des Etats parties du Traité de Varsovie a illustré une fois de plus devant le monde entier, de façon convaincante, l'esprit authentiquement pacifique de la politique extérieure des pays socialistes, qui découle de la nature même du nouveau régime social qu'est le socialisme, ainsi que leur sens élevé des responsabilités à l'égard du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité internationale. A l'heure actuelle, l'Union soviétique et les autres pays de la fraternité socialiste mènent une lutte vigoureuse et tenace pour écarter le danger de guerre en présence d'une situation dans laquelle les milieux agressifs de l'impérialisme s'efforcent de substituer la confrontation à la détente et à la coexistence pacifique, qui représentent la seule base raisonnable pour les relations entre des Etats ayant des régimes sociaux différents. S'étant donné pour objectif de rompre l'équilibre stratégique qui s'est établi dans le monde et de s'assurer une supériorité militaire, les milieux impérialistes, et en premier lieu les Etats-Unis, aggravent de façon périlleuse la tension internationale et accroissent le danger de guerre, en particulier celui d'une guerre nucléaire.

Les participants à la réunion de Prague, dénonçant les conséquences funestes de la politique impérialiste d'intensification sans précédent des armements et de confrontation militaire, ont défini les mesures à prendre d'urgence pour maîtriser la course aux armements et entamer un véritable processus de désarmement. Cette démarche présente une signification particulière à l'heure actuelle où la course aux armements, et particulièrement aux armements nucléaires, entre dans une phase qualitativement nouvelle et s'étend à pratiquement toutes les régions du globe.

L'appel lancé par les participants à la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie afin que tout soit fait pour arrêter la course aux armements vise à sortir du point mort actuel en ce qui **concerne** la limitation et la réduction des armements et des forces armées et à communiquer une impulsion nouvelle aux négociations de tous genres dans ce domaine, y compris aux travaux du Comité du désarmement à Genève, dont la prochaine session s'ouvrira très prochainement.

A fort juste titre, les participants à la réunion ont consacré une attention particulière à la question du renforcement de la sécurité sur le continent européen, où se trouve concentrée une quantité énorme d'armes nucléaires et autres, et où sont confrontées les puissantes forces armées des deux alliances militaires. A ce propos, ils ont appelé l'attention de la communauté mondiale sur les risques sérieux que comporte pour les peuples européens l'intention du bloc de l'OTAN de mettre en oeuvre sa décision d'implanter de nouveaux missiles américains de moyenne portée sur le territoire d'un certain nombre de pays d'Europe occidentale. Par contraste avec les plans de l'OTAN, les pays socialistes ont proposé de débarrasser complètement l'Europe des armements nucléaires.

Le Gouvernement et le peuple de la République populaire mongole appuient pleinement l'approche réaliste des pays parties au Traité de Varsovie concernant les problèmes que pose le maintien de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde entier. Comme le souligne la Déclaration, il n'est pas aujourd'hui de tâche plus importante que celle de maîtriser la course aux armements et d'éliminer la menace d'une guerre nucléaire. A cet égard, la proposition tendant à conclure, entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN, un traité sur le non-recours mutuel à la force militaire et le maintien de rapports pacifiques présente une importance exceptionnelle.

Cette nouvelle et importante initiative des représentants au plus haut niveau des Etats parties au Traité de Varsovie prouve clairement l'attachement indéfectible des pays socialistes à la politique de paix et de sécurité générale, et leur volonté de dialoguer et de coopérer.

Le Gouvernement de la République populaire mongole salue avec enthousiasme et appuie pleinement cette initiative constructive, qui assigne comme objectif concret de mettre fin à la méfiance, de réduire le niveau de confrontation entre les deux principales alliances militaires et politiques, à savoir le Traité de Varsovie et l'OTAN, qui disposent d'une énorme puissance militaire, notamment sur le plan nucléaire.

L'initiative pacifique des Etats parties au Traité de Varsovie répond aux intérêts vitaux des peuples non seulement d'Europe, mais également de tous les autres continents, et à leur aspiration à vivre dans la paix et la tranquillité.

La concrétisation de cette importante proposition dépend totalement aujourd'hui du point de savoir si les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord feront preuve de volonté politique et du désir de coopérer.

La République populaire mongole a la ferme conviction que la création d'un climat de compréhension mutuelle et de confiance entre les Etats est la condition essentielle pour l'établissement de relations de bon voisinage. C'est précisément dans cet esprit qu'elle a, comme on le sait, formulé sa proposition de conclure une convention de non-agression et de non-recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et de l'Océan Pacifique.

Une grande importance s'attache à la déclaration des Etats parties au Traité de Varsovie sur la pressante nécessité d'éliminer les foyers de tension existants dans différentes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et de prévenir l'apparition de nouveaux foyers de cette nature. A ce propos, ils ont signalé le danger croissant de voir des conflits locaux dégénérer en confrontations armées à l'échelle mondiale et souligné qu'il n'existe aucun problème, qu'il soit mondial ou régional, qui ne puisse être équitablement résolu par des moyens pacifiques.

Le Gouvernement de la République populaire mongole s'associe pleinement à l'appel que les dirigeants au plus haut niveau des Etats parties au Traité de Varsovie ont lancé aux Etats membres de l'OTAN pour leur demander de renoncer à étendre la sphère d'activité de leur bloc à d'autres régions du monde.

Le Gouvernement de la République populaire mongole note avec une grande satisfaction que la déclaration du Comité politique consultatif confirme une nouvelle fois la position de fond des pays socialistes concernant la nécessité de liquider définitivement les séquelles du colonialisme et du racisme, d'instaurer un nouvel ordre en matière d'économie et d'information et de garantir le droit des peuples de décider eux-mêmes de leur sort et de défendre leur choix.

La confirmation par les participants à la réunion de leur ferme détermination de renforcer encore l'unité et la cohésion des pays socialistes, de développer et d'approfondir sur une base durable la coopération sous tous ses aspects et d'unifier leurs efforts dans la noble lutte pour la paix et le progrès, présente une importance considérable. Ces pays ont résolument condamné la vaste campagne de désinformation et de mensonge à laquelle se livrent les forces de l'impérialisme et de la réaction contre le véritable socialisme, ainsi que leurs tentatives de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes, en particulier dans celles de la République populaire de Pologne.

Le Gouvernement et le peuple de la République populaire mongole approuvent et soutiennent pleinement les résultats de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie qu'ils considèrent comme un nouvel et important apport des pays socialistes frères à la cause de la paix et de la sécurité des peuples en Europe et dans le monde entier.

La République populaire mongole, en sa qualité d'élément constitutif de la fraternité socialiste, continuera comme par le passé de contribuer par tous les moyens à la mise en oeuvre des initiatives pacifiques des pays socialistes frères, visant à maîtriser la course aux armements, à maintenir et assurer la paix sur Terre et à libérer l'humanité de la menace d'une catastrophe nucléaire.

Oulan-Bator, le 17 janvier 1983